https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article4257

Journal Yonne Info Novembre

- SNES académique de Dijon - Départements - Yonne - A la Une dans l'Yonne -

Publication date: vendredi 23 novembre 2012

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

L'édito
Six mois et déjà la désillusion ?

Après 10 ans de sape du système éducatif, la volonté affichée par le nouveau pouvoir, à son arrivée aux affaires, de faire de l'École sa priorité et de réaffirmer sa confiance en ses personnels ne pouvait qu'être bien reçue.

Pour autant, si l'on peut se féliciter de la priorité budgétaire accordée aux recrutements, d'autres choix se dessinent qui sont inquiétants pour l'avenir de l'Ecole : décentralisation aux Régions de l'orientation et de la carte des formations professionnelles, expérimentations des réseaux du socle (lien écoles/collège)…
Rien n'indique une véritable volonté de rupture avec un certain nombre des fondamentaux qui ont structuré la politique éducative de la droite : apport hors la classe du remède aux difficultés scolaires alors que ce sont les conditions du fonctionnement de la classe qui les génèrent en grande partie, marges d'« autonomie » plus grandes laissées aux établissements alors que cela a constitué un élément de déstabilisation fort des équipes éducatives.
Rien n'est annoncé non plus pour répondre aux problèmes de rémunération ou pour améliorer les conditions de travail et d
étude sur le terrain, ni pour revenir sur la journée de carence dans la fonction publique.

Bien au contraire, la nouvelle majorité assume, avec le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), les politiques d'austérité qui ont cours en Europe et qui prétendent résorber les déficits publics par une réduction drastique des dépenses publiques, au risque d'installer un cercle vicieux de récession, comme cela se voit déjà en Grèce, en Espagne, au Portugal.

Le « pacte de compétitivité » annoncé début novembre se traduira notamment par une baisse de 20 Md€ des cotisations patronales, financée par une hausse de 10 Md€ de la TVA (le retour de la TVA sociale ? Rappelons encore une fois, son côté très inégalitaire et peu social justement car appliqué à tous quels que soient ses revenus) et une nouvelle baisse de 10 Md€ des dépenses publiques. La question de l'avenir et des missions de la Fonction Publique et des Services Publics reste donc posée après l'annonce de ces nouvelles coupes budgétaires inquiétantes.

Nous sommes à l'heure des choix. Dans notre secteur, l'annonce du projet de loi d'orientation sur l'école permettra de savoir quelle sera véritablement la politique gouvernementale en matière d'éducation pour les années à venir.
Vous pouvez compter sur le SNES-FSU pour être vigilant et vous informer sur son contenu, ses avancées comme ses insuffisances ou ses dangers.

Le secrétariat départemental SNES-FSU 89

Copyright © SNES Dijon